REFERE

N°49/2020
Du 11/05/2020

CONTRADICTOIRE

CFAO MOTORS

C /

ASUSU SA

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ORDONNANCE DE REFERE N°49 DU 11/05/2020

Nous, **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUA**, Vice-président du tribunal de commerce, **Juge des référés**, assisté de Maître **MOUSTAPHA AMINA, Greffière**, avons rendu, à l'audience de référé du 11/05/2020, la décision dont la teneur suit :

Entre

CFAO Motors Niger SA, avec conseil d'administration, RCCM-NI-NIM 2004-B917, NIF 94 TVA : 135022, BP : 204 Niamey, Niger Z.I., Route de l'Aéroport, tél 20740158/59 agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, Monsieur François Villa, assisté du Cabinet DJERMAKOYE, Avocats associés ;

Demandeur d'une part ;

Et

ASUSU SA, Société agréée par arrêté n°0453/MF/ARSM du 14 décembre 2011, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 5 000 000 000 FCFA, RCCM : NI-NIA-2008-B-2054, NIF : 16596/R, sise Rond-point liberté, BP : 12287 Niamey Tél : 20755365, représentée par son Administrateur Provisoire Monsieur Bachir Amadou ;

défendeur, d'autre part ;

attendu que suivant exploit en date du 31/03/2020, de Me CISSE AMADOU, Huissier de justice à Niamey, **CFAO Motors Niger SA**, avec conseil d'administration, RCCM-NI-NIM 2004-B917, NIF 94 TVA : 135022, BP : 204 Niamey, Niger Z.I., Route de l'Aéroport, tél 20740158/59 agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, Monsieur François Villa, assisté du Cabinet DJERMAKOYE, Avocats associés a assigné **ASUSU SA**, Société agréée par arrêté n°0453/MF/ARSM du 14 décembre 2011, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 5 000 000 000 FCFA, RCCM : NI-NIA-2008-B-2054, NIF : 16596/R, sise Rond-point liberté, BP : 12287 Niamey Tél : 20755365, représentée par son Administrateur Provisoire Monsieur Bachir Amadou devant le juge de l'exécution à l'effet de :

Y venir ASUSU SA.

- *S'entendre condamner à payer à CFAO Motors Niger SA une provision de 9 330 000 FCFA en principal ;*
- *Condamner ASUSU SA aux dépens ;*

- *Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement ;*
- *Condamner ASUSU SA aux dépens.*

PRETENTION DES PARTIES

Attendu qu'au soutien de ses prétentions, CFA MOTORS NIGER SA expose que courant mai 2016, signait avec ASUSU SA une convention de partenariat de vente de motos Yamaha en exécution de laquelle cette dernière a effectué plusieurs virements pour un montant de 20.000.000 FCFA , mais reste tout de même lui devoir la somme de 9.330.000 FCFA, le montant total initial étant de 30.000.000 FCFA ;

CFA MOTORS NIGER SA soutient qu'alors qu'elle ne conteste pas le caractère certaine, liquide et exigible du reliquat, ASUSU refuse néanmoins de l'acquitter malgré les nombreux engagements pris, au motif qu'elle aurait des difficultés financières ne lui permettant pas de faire face au remboursement et malgré la sommation de payer en date du 03 février 2020 ;

Aussi, en exécution d'une ordonnance n°28/PTC/NY/2020 mise à pied de Requête par Monsieur le Président du Tribunal de commerce le 14 Février 2020, elle dit avoir pratiqué des saisies conservatoires sur les avoirs d'ASUSU SA suivant Procès-verbaux du 03 mars 2020.

Au regard de l'absence de contestations sérieuses de la part de ASUSU SA et en application de l'article 459-3 du Code de procédure civile, CFA MOTORS NIGER SA sollicite au juge des référés non saisi du principal de lui accorder une provision à hauteur du montant du reliquat c'est-à-dire 9 330 000 FCFA ;

Sur ce ;

En la forme

Attendu que l'action CFAO MOTORS NIGER SA a été introduite conformément à la loi ;

Qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Attendu que toutes les parties ont comparu à l'audience des plaidoiries ;

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Au fond

Attendu que CFA MOTORS NIGER SA sollicite au juge des référés non saisi du principal de lui accorder une provision à hauteur du montant du reliquat c'est-à-dire 9 330 000 FCFA en raison notamment de l'absence de contestations sérieuses de la part de ASUSU SA et ce, en

application de l'article 459-3 du Code de procédure civile ;

Attendu qu'aux termes de l'article 459-3 du Code de procédure civile, juge non saisi du principal peut accorder une provision en l'absence de contestations sérieuses de la part du débiteur ;

Attendu qu'il est constant que suivant sommation du 13 février 2020 à elle faite de payer, ASUSU SA ne conteste pas le montant de 9.330.000 francs CFA qui lui sont réclamée par CFAO MOTORS Niger SA représentant le reliquat du montant total pour l'achat de plusieurs motos auprès de celle-ci ;

Qu'il y a dès lors lieu de condamner ASUSU SA à verser la somme de 9.330.000 francs CFA à CFAO MOTORS Niger SA à titre de provision ;

Qu'il y également lieu d'ordonner l'exécution provisoire de la décision ;

Sur les dépens

Attendu qu'il y a lieu de condamner **CFAO MOTORS Niger SA** ayant succombé à la présente instance aux dépens;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de CFAO MOTORS Niger SA, par défaut à l'endroit de ASUSU SA, en matière de référé et en premier ressort ;

En la forme :

- Reçoit l'action de CFAO MOTORS Niger SA introduite conformément à la loi ;

Au fond :

- Constate que suivant sommation du 13 février 2020, ASUSU SA ne conteste pas 9.330.000 francs CFA qui lui est réclamée par CFAO MOTORS Niger SA ;
- Condamne ASUSU SA à verser la somme de 9.330.000 francs CFA à CFAO MOTORS Niger SA à titre de provision ;
- Ordonne l'exécution provisoire de la décision ;
- Condamne ASUSU SA aux dépens.
- Notifie aux parties, qu'elles disposent de 8 jours à compter de la notification de la présente décision pour interjeter appel, par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de commerce de Niamey.

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.